

<http://www.pierrealainmillet.fr/Une-agglomeration-dans-son>



Plan d'Aménagement et de Développement Durable

# Une agglomération dans son territoire régional et nationalâ€!

- Délibérations - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : lundi 24 juin 2013

---

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

**La révision du Plan Local d'Urbanisme, qui désormais intègre aussi la politique du logement, est un outil dont les habitants doivent s'emparer pour un grand débat populaire sur l'avenir de l'agglomération Lyonnaise.**

**La consultation en cours avec des réunions dans toutes les villes sur les objectifs généraux regroupés dans un « plan d'aménagement et de développement durable », se déroule à Vénissieux aussi avec une première rencontre des délégués de quartier ce 21 Juin, et une rencontre publique le 3 juillet.**

**Bien sûr, tout le monde réagit sur les grands projets, l'axe Bonneway autour du Puisoz et de Carrefour resitué dans le contexte de cette fracture urbaine qui coupe Vénissieux en deux de St-Fons à Parilly, le projet cœur de ville avec une densification de logements qui suppose un équilibre avec les espaces réservés, naturels, de stationnement, avec l'enjeu d'une gare multimodale forte, les grandes infrastructures de transport public annoncées comme la ligne A7 au Nord de Vénissieux et la ligne A8 au Sud, la poursuite des reconstructions aux Minguettes** Mais il me semble important de discuter d'abord des grands objectifs de l'agglomération, car comme pour le Grenelle de l'environnement, le consensus apparent cache parfois de vraies contradictions.

**L'orientation proposée se structure autour de 4 défis :**

## **le défi métropolitain : développer l'attractivité de l'agglomération pour construire une métropole responsable**

L'orientation s'appuie largement sur les études réalisées dans le cadre du SCOT, le schéma de cohérence territorial qui concerne le Grand Lyon et les communes voisines du Sud et de l'Est. Mais, alors que le SCOT étudie fortement les interactions entre Lyon et les régions voisines, jusqu'à St-Etienne, Roanne, Bourg le PADD ne fait que citer en introduction les projets partagés aux limites des territoires voisins. De fait, il s'inscrit dans une approche de « métropolisation » issue de l'objectif de compétitivité avec les grandes agglomérations européennes, sans affirmer l'enjeu de l'insertion de l'agglomération lyonnaise dans sa région. Pourtant les questions de la filière bois qui rend dépendant les forêts régionales et les chaufferies urbaines, des transports bien entendu avec l'impact des grands dossiers régionaux et nationaux du contournement fer et routier de Lyon, mais aussi ceux de l'enjeu d'un développement universitaire sur tout le territoire, et plus généralement, celui de cette densification urbaine du Grand Lyon qui ne doit pas se construire contre le développement des autres villes régionales, tout devrait pousser à approfondir beaucoup plus la recherche de synergies entre Lyon et sa région. La multiplication des espaces identifiés, agglomération, Grand Lyon, SCOT, aire urbaine, pôle métropolitain, région urbaine de Lyon, aire métropolitaine de Lyon en souligne la difficulté, mais aussi la nécessité.

## **le défi économique : soutenir le dynamisme économique de l'agglomération pour assurer la création de richesses et d'emploi**

Il est surprenant d'aborder cette question en terme d'orientations sans rien dire de la situation économique plus que difficile et de son impact local. Comment ne rien dire de la désertification industrielle, qui a marqué la ville centre depuis 20 ans, et qui bouscule toutes les zones d'activité de périphérie désormais. Les restructurations de Brandt, Arkema, Bosch, Veninov, entre autres, interrogent sur l'avenir économique. Peut-on avoir une réussite économique sans industrie ? La réponse consensuelle au niveau national est désormais négative, mais à l'échelle de l'agglomération ? Cette question est posée à travers le constat de la perte depuis 2000 dans la ville centre de 30% des emplois en industrie, énergie et environnement alors qu'elle gagne au total 14000 emplois..

Or, si les orientations sont affirmées pour « garantir les conditions d'une économie industrielle et productive sur l'ensemble du territoire » et « soutenir le fonctionnement et le renouvellement de la base industrielle », elles ne sont pas traduites par des objectifs sur les stratégies de production. Les propositions concernant les « industries créatives », le « campus industriel de la chimie », la valeur patrimoniale de certains sites industriels, la prise en compte des risques industriels dans les choix d'urbanisation, la nécessité de réduire à la source les pollutions industrielles,

Le « campus industriel » de la vallée de la chimie, et des nombreux projets qui y sont liés, par exemple, laisse dans l'ombre la question de la nature des productions, de leur finalité. Il est certes nécessaire de faire grandir les exigences sur la performance énergétique et environnementale de l'industrie, justement parce qu'on veut la garder en zone urbaine, mais on ne peut pas le faire sans faire des stratégies industrielles des grands groupes des questions politiques publiques. Oui ou non, le groupe TOTAL a-t-il planifié à terme la fermeture de la raffinerie ? C'est une question centrale pour l'avenir de la vallée

## **le défi de la solidarité : développer une agglomération accueillante, solidaire et équilibrée pour répondre aux besoins de logements de tous les habitants**

Là aussi, comment ne pas partir du constat de l'aggravation continue des inégalités dans l'agglomération elle-même ! Les taux de chômage par quartier, le pouvoir d'achat moyen sont des indicateurs révélateurs de ce qu'il faut appeler par son nom, une ségrégation spatiale. Elle est le résultat de l'évolution générale de notre société, mais il faut constater que les politiques affirmées de développement du logement social partout, avec le respect progressif des l'objectif des 20% de logements social, n'a pas renversé cette tendance.

La situation des bidonvilles un peu partout dans l'agglomération, sur les bordures du périphérique ou dans des friches industrielles n'est pas qu'une question nationale ou européenne. L'avenir de la solidarité d'agglomération exige une réponse ambitieuse, avec le département et le préfet pour sortir de cette acceptation tacite des bidonvilles, expulsés périodiquement pour être réinstallés ailleurs.

Le constat que les loyers moyens ont augmentés de 57% depuis 2000 alors que le revenu moyen n'a augmenté que de 20% devrait conduire à des objectifs radicalement supérieurs, pas tant sur le volume de logement, que sur le coût de construction et son impact sur les loyers. De fait, des milliers de familles sont tout simplement aujourd'hui en difficulté pour accéder. Quand plus de la moitié des familles du Grand Lyon sont théoriquement éligibles au logement social, peut-on se satisfaire d'un objectif de 25%, bien qu'il représente déjà un doublement global à l'échelle du Grand Lyon ?

## **Le défi environnemental : Répondre aux enjeux environnementaux et améliorer le**

# cadre de vie pour la santé et le bien-être des habitants

Cette proposition s'inscrit avec force dans les suites du Grenelle de l'environnement, en considérant le changement climatique comme un enjeu local conduisant aux objectifs des 3x20 de réduction des consommations énergétiques, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de développement des énergies renouvelables. Cette urgence climatique conduit à chercher à « densifier » la ville pour réduire les transports, développer les modes doux, reconstruire une ville plus économe en énergie, assurant la place d'une trame verte porteuse de biodiversité. Bien entendu, tout le monde ne peut que partager ses objectifs. Mais nous avons ces dernières années une accumulation d'expérience qui peut conduire à affirmer avec plus de forces l'enjeu des droits humains et sociaux au cœur des réponses à ce défi environnemental. Car si on laisse faire les logiques économiques et techniques, on constate que les inégalités s'accroissent, que les prix de l'énergie s'envolent avec la déréglementation et les privatisations, et qu'il faut développer des politiques sociales couteuses pour « compenser » les conséquences sur la précarité énergétique.

Il est urgent de faire un vrai bilan des nombreuses expériences parfois de grande ampleur réalisées depuis le premier Grenelle. Quelle est la consommation des nouveaux bâtiments « BBC » qui sont devenus la norme actuelle 2012 ? Beaucoup de témoignages semblent indiquer que les consommations réelles sont très supérieures aux objectifs car les concepteurs des bâtiments ne sont pas usagers, et que les habitants trouvent à leur manière leur mode de vie dans ces immeubles très bien isolés et régulés, mais peut-être trop pour se sentir « chez soi ».

Il est urgent de dire stop à la hausse des prix de l'énergie, et de s'inscrire dans le retour à une politique publique affirmant un véritable droit à une énergie propre pour la qualité de l'air, dé-carbonée pour le changement climatique, accessible pour lutter contre les inégalités, et efficace pour une utilisation intelligente contribuant à l'équilibre demande-production.

## conclusion

Les citoyens ont donc tout intérêt à utiliser les outils de concertation mis à leur disposition, et ces débats seront sans doute présents aussi dans les discussions des projets de mandat pour les prochaines élections.

Les objectifs généraux de ce plan sont souvent consensuels, et de très nombreuses propositions doivent être soutenues. Mais pour permettre une réelle appropriation par les citoyens, il faut s'appuyer sur le bilan des dernières années, avec ce qui marche et ce qui est plus difficile, voire ce qui est en échec, non pour « donner une note » comme un juge externe, mais pour identifier les obstacles à surmonter et à prendre en compte demain.

L'agglomération et sa région, la place de l'industrie, le niveau de solidarité dans la guerre économique, la défense des droits environnementaux du plus grand nombre, sont ainsi 4 inflexions versées au débat.